**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LA GUADELOUPE**

N° 1600433

Mme Isabelle BLOCK DE FRIBERG et autres

M. Amadori
Rapporteur

Mme Pater
Rapporteur public

Audience du 27 avril 2017
Lecture du 18 mai 2017

26-04-01
C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de la Guadeloupe

(2^e chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire, enregistrés le 12 mai 2016 et le 21 avril 2017, Mme Isabelle Block de Friberg, Mme Anne Block de Friberg, M. Christophe Marie René Block de Friberg et M. Pierre Jean Block de Friberg, agissant en qualité d'héritiers de M. René Marie André Block de Friberg, ainsi que Mme Sylviane Madeleine Claude Block de Friberg, Mlle Marie Christine Block de Friberg, M. Christian Marie Eugène René de Larroche, M. Hervé Marie René De Larroche, Mme Anne-Marie Léonide Aurélie De Larroche, ayant pour avocat Me Malouche, avocat au barreau de la Guadeloupe, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy demandent au Tribunal :

1°) d'annuler la décision du syndicat mixte d'électricité de Guadeloupe (SYMEG) d'effectuer des travaux de raccordement en passant par leur parcelle ;

2°) d'ordonner au syndicat mixte d'électricité de la Guadeloupe sous astreinte de 500 euros par jour de retard, de remettre en état la servitude de passage ;

3°) de condamner le syndicat mixte d'électricité de Guadeloupe à leur verser la somme de 15 000 euros en réparation du préjudice qu'ils estiment avoir subi en raison de la privation de jouissance de leur terrain ;

4°) de mettre à la charge du syndicat mixte d'électricité de Guadeloupe le paiement d'une somme de 5 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ils soutiennent que :

- les travaux de raccordement de la propriété de leur voisin au réseau public de distribution d'électricité a donné lieu à l'implantation de 11 poteaux électriques sans droit ni titre sur leur propriété, ce dont il résulte qu'ils ont été victimes d'une emprise irrégulière ;
- cette emprise leur a causé un préjudice qu'ils évaluent à 15 000 euros.

Par un mémoire en défense, enregistré le 27 octobre 2016, le Syndicat mixte d'électricité de Guadeloupe, représenté par la SCP Seban & Associés, avocat au barreau de Paris conclut :

1°) au rejet de la requête des consorts Block de Friberg et De Larroche ;

2°) à ce que les requérants soient condamnés à lui reverser la somme de 3 000 euros à laquelle ils ont été condamnés par le juge du référé-provision ;

3°) à ce qu'une somme de 5 000 euros soit mise à la charge des requérants sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- à titre principal, la requête est irrecevable, dès lors, d'une part, que les conclusions de la requête ne sont pas dirigées contre une décision administrative identifiable en méconnaissance des dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, et d'autre part, que les requérants n'ont pas présenté à l'administration une demande indemnitaire préalable de nature à lier le contentieux ;

- il a l'obligation, dans le cadre de sa mission de service public, d'accepter les demandes de raccordement au réseau public d'électricité et de réaliser les travaux nécessaires ; or, pour la propriété parcelle voisine cadastrée BL n°367, ce raccordement n'est techniquement possible qu'en passant par la propriété des consorts requérants ;

- il a emprunté, pour effectuer les travaux, une servitude grevant la parcelle, ce dont il résulte que les travaux ne sont pas irréguliers ;

- les requérants ont, par leur comportement tendant à refuser toute proposition alternative, paralysé la mise en œuvre du raccordement et l'exécution de sa mission de service public, sachant qu'aucune procédure de déclaration d'utilité publique n'a pu être engagée par ailleurs ;

- les parties se sont accordées sur l'enlèvement des supports implantés sur la parcelle et il a manifesté son intention de remettre en état la parcelle ; les conclusions à fin d'injonction sont dès lors devenues sans objet ;

- il n'a commis aucune faute de nature à engager sa responsabilité ;

- la privation de jouissance dont les requérants font état n'est pas établie ;

- les travaux litigieux étaient prévisibles au vu de la servitude de passage grevant le terrain ;

- les requérants ne rapportent pas la preuve d'une possibilité de réalisation de projets futurs de lotissement sur la parcelle ;

- ces projets sont en tout état de cause exclus par les dispositions du plan d'occupation des sols de la commune de Petit-Bourg ;

- à les supposer établis et possibles, ces projets ne sont pas incompatibles, au regard de l'étendue de la parcelle, avec l'implantation d'ouvrages de raccordement au réseau public d'électricité ;

- en tout état de cause, la présence d'ouvrages publics tels que les supports électriques n'excèdent pas les charges qui doivent être normalement supportées par les propriétaires, sans indemnité ;

- l'implantation des ouvrages litigieux présenterait des avantages indéniables pour les requérants, en termes de disponibilité du réseau électrique le long de toute la parcelle en cas de construction individuelle et d'avantages techniques et financiers en cas de réalisation de 10 lots maximum sur cette parcelle.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie ;
- le code de l'énergie ;
- le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie ;
- le décret n°67-886 du 6 octobre 1967 portant règlement administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Amadori,
- les conclusions de Mme Pater, rapporteur public,
- et les observations de Me Cros, représentant le syndicat mixte d'électricité de Guadeloupe.

1. Considérant que les consorts Block de Friberg et De Larroche sont propriétaires en indivision d'une parcelle d'une superficie de 7ha24a cadastrée section BL n°240 au lieudit « Bel Air Desrozières », sur le territoire de la commune de Petit-Bourg ; que dans le cadre de travaux de raccordement de la parcelle voisine cadastrée BL n°367, le syndicat mixte d'électricité de Guadeloupe (ci-après, « SYMEG ») a fait planter, sur la parcelle des requérants, onze poteaux électriques, dont quatre en béton et sept en bois ; que les requérants doivent être regardés comme demandant au Tribunal de constater l'emprise irrégulière ainsi mise en œuvre, d'en tirer les conséquences dans le cadre de mesures d'injonction et de condamner le SYMEG à réparer les préjudices qu'ils estiment avoir subis en raison de cette emprise ;

Sur la régularité de l'occupation de la propriété des consorts Block de Friberg et De Larroche :

En ce qui concerne la fin de non-recevoir tirée de l'absence de liaison du contentieux :

2. Considérant, en deuxième lieu, qu'aux termes de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, dans sa version applicable au présent litige : « *Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée* » ; que les consorts Block de Friberg doivent être regardés comme contestant la légalité de la décision non formalisée, prise par le SYMEG d'implanter sans droit ni titre des ouvrages publics sur leur propriété ; qu'une telle décision relevant de la matière des travaux publics au sens des dispositions précitées, la fin de non-recevoir tirée par le SYMEG de la méconnaissance des dispositions précitées ne saurait être accueillie ;

En ce qui concerne la régularité de la décision non formalisée prise par l'administration de réaliser les travaux sur la parcelle litigieuse :

3. Considérant qu'aux termes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, aujourd'hui codifié à l'article L. 323-4 du code de l'énergie : « *La déclaration d'utilité publique confère, en outre, au concessionnaire le droit (...) 3° D'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (...)* » ; qu'aux termes de l'article 52 du décret du 29 juillet 1927 susvisé : « *L'enquête pour l'établissement des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage prévue à l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 a lieu sur un plan parcellaire indiquant toutes les propriétés atteintes par les servitudes, avec les renseignements nécessaires pour faire connaître la nature et l'étendue des sujétions en résultant. / Le plan des propriétés frappées de servitudes, mentionnant les noms des propriétaires, tels qu'ils sont inscrits sur les matrices des rôles, reste déposé, pendant huit jours à la mairie de la commune où sont situées les propriétés. Avertissement de l'ouverture de l'enquête est donné collectivement aux intéressés par voie d'affichage à la mairie. Notification directe des travaux projetés est, en outre, donnée par le maire aux intéressés. Le maire certifie les notifications et affiches ; il mentionne sur un procès-verbal qu'il ouvre à cet effet, les réclamations et déclarations qui lui ont été faites verbalement et y annexe celles qui lui sont adressées par écrit. / A l'expiration du délai de huitaine, un commissaire enquêteur nommé par le préfet reçoit les observations et appelle, s'il le juge convenable, les propriétaires intéressés. Le commissaire signe le procès-verbal d'enquête, y joint son avis motivé et remet immédiatement le dossier au maire qui le transmet sans délai à l'ingénieur en chef du contrôle du département s'il s'agit d'une concession de distribution publique et à l'ingénieur en chef centralisateur s'il s'agit d'une concession de distribution aux services publics ou de transport. / Si l'exécution des travaux projetés comporte des expropriations, il est procédé à l'enquête pour l'établissement des servitudes en même temps qu'à l'enquête prévue par le titre II de la loi du 3 mai 1841. » ; qu'aux termes de l'article 1er du décret du 6 octobre 1967 susvisé : « *Une convention passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des servitudes d'appui, de passage, d'ébranchage ou d'abattage prévues au troisième alinéa de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 susvisée peut remplacer les formalités prévues au quatrième alinéa dudit article.* » ; qu'il ressort de la combinaison de ces dispositions que les servitudes mentionnées par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, repris à l'article L. 323-4 du code de l'énergie, ne peuvent être instituées qu'après l'enquête publique prévue par l'article 52 du décret du 29 juillet 1927 ou par la convention passée entre le concessionnaire et le propriétaire prévue par l'article 1^{er} du décret du 6 octobre 1967, indépendamment de ce que, en application de l'article L. 111-91 du code de l'énergie, le SYMEG a l'obligation, dans le cadre de sa mission de service public, d'accepter les demandes de raccordement et d'effectuer les travaux nécessaires ;*

4. Considérant que le SYMEG, maître d'ouvrage des travaux de raccordement au réseau public d'électricité de la propriété de M. Meynard, ne produit aucun élément de nature à établir qu'il bénéficierait, par l'effet de l'un ou l'autre de ces procédés, d'une servitude légale prévue par l'article L. 323-4 du code de l'énergie sur la propriété des consorts Block de Friberg et De Larroche ; qu'il est constant en effet que le syndicat n'a pu recueillir l'accord des propriétaires indivis concernés ni, à plus forte raison, signer une convention avec eux ; que si le SYMEG fait valoir que le fonds supporte une servitude de passage qui « emportera le droit de creuser en sous-sol pour y installer toutes canalisations pour la desserte de l'eau, de l'électricité, de l'assainissement, sans que cette énonciation soit limitative », une telle servitude, instituée pour l'utilité de particuliers, ne saurait tenir lieu de servitude établie pour l'utilité publique ou communale résultant de l'article L. 323-4 du code de l'énergie ; qu'au surplus, il ressort d'un constat d'huissier produit par les requérants que les poteaux dont la distance des murs de clôtures

des parcelles contiguës à l'ouest est compris entre environ 5,50 mètres et 6,70 mètres, ont nécessairement été implantés, en tout ou partie, au-delà de l'assiette de la servitude, laquelle est d'une largeur de 6 mètres à cheval sur la limite séparative avec les parcelles cadastrées BL n°177, 260, 281, 179 et 180 ;

5. Considérant qu'est dépourvue d'incidence sur la légalité de l'emprise la circonstance, invoquée par le SYMEG, que les requérants ont, par leur comportement tendant au refus de toute proposition, paralysé la mise en œuvre du raccordement et l'exécution par le syndicat de sa mission de service public, alors même que le raccordement de la propriété de M. Meynard ne serait techniquement possible qu'en passant par la propriété des consorts requérants et qu'aucune procédure de déclaration d'utilité publique n'a pu être engagée ;

6. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que le SYMEG ne justifie pas de l'existence et de la validité d'un titre l'ayant habilité à construire les ouvrages litigieux ; que par suite la décision prise par le SYMEG de construire ledit ouvrage sur sa propriété est dépourvue de base légale et procède d'une emprise irrégulière ;

Sur les conclusions aux fins d'injonction et d'astreinte :

7. Considérant qu'aux termes de l'article L. 911-1 du code de justice administrative : *« Lorsque sa décision implique nécessairement qu'une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public prenne une mesure d'exécution dans un sens déterminé, la juridiction, saisie de conclusions en ce sens, prescrit, par la même décision, cette mesure assortie, le cas échéant, d'un délai d'exécution. »* ;

8. Considérant que si les consorts Block de Friberg demandent au Tribunal d'ordonner au SYMEG de remettre en l'état la parcelle sur laquelle ont été réalisés de manière irrégulière des travaux, il résulte de l'instruction que dès le 27 octobre 2016, le syndicat a fait déposer les onze supports qui étaient implantés sur la parcelle litigieuse et a, ainsi remis en l'état celle-ci ; que par suite les conclusions injonctives de requérants relatives à la remise en état de la parcelle sont devenues sans objet ; qu'il n'y a pas lieu d'y statuer ;

Sur les conclusions indemnitaires :

En ce qui concerne les conclusions indemnitaires de la requête :

S'agissant de la fin de non-recevoir tirée de l'absence de liaison du contentieux :

9. Considérant qu'aux termes de l'article R. 421-1 du code de justice administrative : *« Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision (...) »* ; que la demande indemnitaire des consorts Block de Friberg a trait à la matière des travaux publics au sens de ces dispositions ; qu'il résulte de ce qui précède que la fin de non-recevoir tirée de l'absence de liaison du contentieux doit être rejetée ;

S'agissant du bien-fondé des conclusions indemnitaires des requérants :

10. Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que le SYMEG a mis en œuvre une emprise irrégulière dont il lui appartient de réparer les conséquences dommageables ; que les consorts Block de Friberg et De Larroche, propriétaires en indivision, sont dès lors fondés à demander au Tribunal de condamner le SYMEG à réparer l'ensemble des préjudices en relation de causalité directe avec cette emprise ;

11. Considérant que l'implantation irrégulière des poteaux, telle qu'elle a existé, a causé un préjudice de jouissance certain aux requérants alors même que la constitution d'une servitude de passage grevant le fonds laissait présager la réalisation future de travaux ; que le SYMEG fait cependant valoir dans ses écritures que le projet de construction d'un lotissement sur la parcelle, allégué par les requérants, n'est pas suffisamment étayé par eux alors que le plan d'occupation des sols de Petit-Bourg exclut juridiquement que sa réalisation soit possible ; qu'au surplus, au regard de l'étendue de la parcelle, un tel projet de construction ne peut être regardé, en l'absence d'éléments techniques précis fournis par les requérants, comme étant nécessairement incompatible avec la présence des ouvrages litigieux, alors que ces derniers auraient pu constituer, à l'opposé, un avantage en termes de disponibilité du réseau électrique ;

12. Considérant qu'il sera fait une juste appréciation du préjudice subi par les consorts De Larroche et Block de Friberg en le fixant à la somme de 3 000 euros ; qu'il résulte de ce qui précède que le SYMEG doit être condamné à verser aux consorts Block de Friberg et De Larroche la somme de 3 000 euros, sous déduction de la provision de même montant allouée par le juge des référés ;

En ce qui concerne les conclusions reconventionnelles du SYMEG :

13. Considérant que le présent jugement fait partiellement droit aux conclusions indemnitaires de la requête ; qu'il en résulte nécessairement, par voie de conséquence, que les conclusions du SYMEG tendant à ce que les requérants soient condamnés à lui verser la somme de 3 000 euros, au versement de laquelle ce dernier avait été condamné par le juge du référé-provision dans son ordonnance du 26 juillet 2016, ne peuvent qu'être rejetées ;

Sur les conclusions tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

14. Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge des consorts Block de Friberg et De Larroche, qui ne sont pas les parties perdantes à la présente instance, la somme que le SYMEG sollicite au titre des frais exposés par lui en vue de la présente instance et non compris dans les dépens ; qu'en outre il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de mettre à la charge du SYMEG quelque somme que ce soit au titre des frais exposés par les requérants en vue de la présente instance et non compris dans les dépens ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : Il n'y a pas lieu de statuer sur les conclusions injonctives de la requête tendant à ce que le Tribunal ordonne sous astreinte au SYMEG de remettre en l'état la parcelle litigieuse.

Article 2 : Le SYMEG est condamné à verser aux consorts Block de Friberg et De Larroche la somme de 3 000 euros, dont doit être déduite la provision accordée par ordonnance du juge des référés du 26 juillet 2016 n°1600604, sous réserve que celle-ci ait été effectivement versée aux intéressés.

Article 3 : Le surplus des conclusions des parties est rejeté.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à Mme Isabelle Block de Friberg, Mme Anne Block de Friberg, M. Christophe Marie René Block de Friberg, M. Pierre Jean Block de Friberg, agissant en qualité d'héritiers de M. René Marie André Block de Friberg, ainsi que Mme Sylviane Madeleine Claude Block de Friberg, Mle Marie Christine Block de Friberg, M. Christian Marie Eugène René de Larroche, M. Hervé Marie René De Larroche, Mme Anne-Marie Léonide Aurélie De Larroche, au Syndicat mixte d'électricité de Guadeloupe et à M. Meynard.

Délibéré après l'audience du 27 avril 2017, à laquelle siégeaient :

M. Ibo, président,
M. Amadori, conseiller,
M. Dujardin, conseiller.

Lu en audience publique le 18 mai 2017.

Le rapporteur,

Le président,

A. AMADORI

A. IBO

La greffière,

N. ISMAËL

La République mande et ordonne au préfet de la Guadeloupe, en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.